80 % de bacheliers par génération : un objectif atteint mais une démocratisation « ségrégative » ? (https://nouvelles.univ-rennes2.fr/article/80-bacheliers-par-generation-objectif-atteint-mais-democratisation-segregative)



Il y a tout juste 40 ans, Jean-Pierre Chevènement, alors ministre de l'Éducation nationale, fixait le cap de mener 80 % d'une classe d'âge au bac (https://www.francetvinfo.fr/replay-radio/histoires-d-info/histoires-d-info-en-1985-chevenement-fixe-l-objectif-de-mener-80-d-une-classe-d-age-au-niveau-du-bac_2247837.html). Aujourd'hui, cet objectif est atteint, et même dépassé, ce qui a mécaniquement entraîné une démocratisation de l'enseignement supérieur.

Sur la même période, en effet, les effectifs inscrits dans l'enseignement supérieur sont passés d'un peu plus d'un million à trois millions (https://www.insee.fr/fr/statistiques/2387291). Ce formidable mouvement d'ouverture d'un espace longtemps resté l'apanage des classes dominantes s'explique par un certain nombre de politiques volontaristes. Ainsi se sont développées de petites et moyennes universités dans les années 1960, puis les sections de techniciens supérieurs (STS) et les instituts universitaires de technologie (IUT) qui accueillent aujourd'hui un cinquième des étudiants, l'université en accueillant un sur deux (https://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/fr/effectifs-universitaires-en-2023-2024-96497).

Ces chiffres ne sont toutefois pas uniquement dus aux politiques, ils tiennent aussi à la hausse du niveau des aspirations de la population qu'on ne saurait limiter à une seule logique d'emploi.

Qu'il s'agisse d'un signe de distinction sociale comme le sont les grandes écoles internationales pour les familles des classes privilégiées (https://www.editionsladecouverte.fr/sociologie_de_la_bourgeoisie-9782707175403) ou de « l'arme des faibles » (https://www.babelio.com/livres/Poullaouec-Le-diplome-arme-des-faibles-Les-familles-ouvriere/305103) propres aux familles ouvrières, les aspirations d'études supérieures s'inscrivent aussi dans la perspective longue de l'histoire du marché de l'emploi, des classes sociales et des familles (https://journals.openedition.org/sociologies/4287).

La filière professionnelle a élargi l'accès au bac

Observée dans le détail, cette démocratisation révèle malgré tout des lignes de clivage importantes traduisant en définitive ce que le sociologue Pierre Merle appelle une démocratisation ségrégative (https://journals.openedition.org/lectures/8485). C'est-à-dire que le recrutement socio-scolaire diffère entre les formations, lesquelles sont à la fois inégalement rentables et inégalement valorisées (https://shs.cairn.info/sociologie-de-l-ecole--9782200621636-page-181) comme l'ont souligné Marie-Clémence Le Pape et Agnès van Zanten.

Si on ne peut aujourd'hui nier que la durée de scolarisation ne cesse de s'allonger pour des jeunes de plus en plus nombreux, on peut cependant interroger les variations de durée des études. Cela permet de saisir les inégalités d'accès à l'enseignement supérieur et aux diplômes. En remontant le fil de cette ségrégation, on voit que celle-ci est le produit d'un processus complexe mêlant les politiques éducatives et les aspirations de la population.
Bien que la hausse des effectifs ait d'abord été portée par la dynamique démographique d'après-guerre, c'est surtout l'accès élargi au baccalauréat lié à une diversification de l'offre – notamment à travers le baccalauréat professionnel (https://theconversation.com/ces-bacs-pro-qui-dejouent-les-pronostics-162123) (1985) porté par J.-P. Chevènement – qui a contribué à l'augmentation de la part de bacheliers dans une génération, et donc à la progression du nombre de néo-bacheliers s'inscrivant dans l'enseignement supérieur.

Alors que ce taux reste relativement stable depuis une dizaine d'années (autour de 78 %), les chiffres du ministère de l'enseignement supérieur (2024) montrent que, si les inégalités d'accès ont diminué, elles persistent néanmoins. On constate d'abord que le taux de poursuite dans l'enseignement supérieur a une tendance à la hausse pour toutes les catégories sociales.

Parmi les jeunes âgés de 20 à 24 ans ce sont 52 % des enfants d'ouvriers ou d'employés qui étudient ou ont étudié dans le supérieur, contre 77 % des enfants de cadres, de professions intermédiaires ou d'indépendants (soit un écart de 1,5 fois entre les deux groupes). Ce même écart est de 1,9 pour les personnes âgées de 45 à 49 ans (33 % contre 62 %), ce qui suggère bien une démocratisation en cours.

Des poursuites d'études plus ou moins longues selon les séries de bac

On constate néanmoins la persistance d'inégalités quant à la durée des études. Le taux de poursuite varie surtout selon la voie du baccalauréat. Tandis que les bacheliers généraux sont près de 93 % à poursuivre et les bacheliers technologiques près de 81 %, les bacheliers professionnels ne sont qu'à peine à 46 %.

Cette disparité de poursuite se retrouve aussi dans le type de filière du supérieur. En considérant une ligne de clivage entre l'enseignement supérieur court professionnel et le long général, il apparaît une forte prévalence de l'origine socio-scolaire dans l'accès à l'enseignement supérieur. Alors que les bacheliers généraux sont 50 % à s'inscrire immédiatement à l'université, les bacheliers technologiques et professionnels sont respectivement 14 % et 4 %. À l'inverse, les premiers sont 9 % à s'inscrire en STS, contre 40 % et 39 % pour leurs pairs.

Les filières les plus prestigieuses que sont les classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE), bien que ne concernant à peine 6 % des néo-bacheliers, constituent depuis 20 ans un indicateur privilégié pour étudier la démocratisation de l'enseignement supérieur (https://shs.cairn.info/revue-education-et-societes-2018-1-page-27). Or, malgré des politiques d'ouverture sociale, cette filière continue de concerner principalement les bacheliers généraux puisqu'ils y représentent neuf étudiants sur 10 et majoritairement les élèves issus de familles aisées qui représentent 52 % des effectifs contre 7 % d'enfants d'ouvriers, soulignant à la fois l'échec des politiques et le maintien d'un espace ségrégatif jusque dans les grandes écoles (https://shs.hal.science/halshs-03674360).

Une démocratisation qui profite particulièrement aux classes aisées ?

De façon générale, on constate bien une démocratisation puisqu'entre 2011 et 2021, la part des 25-29 ans détenant un diplôme du supérieur passe de 42 % à 50 % (+8 points). Cependant, tandis qu'elle passe de 58 % à 66 % (+ 8 points) pour les enfants de cadres et professions intermédiaires, elle passe de 30 % à 33 % (+3 points) pour les enfants d'ouvriers ou d'employés.

En observant plus spécifiquement le type de diplôme, on constate qu'en 2021, les premiers sont 41 % à obtenir un master, un doctorat ou un diplôme de grande école (+18 points par rapport à 2009) quand les seconds ne sont que 13 % dans ce cas (+ 7 points). De sorte que les politiques volontaristes qui ont favorisé l'accès à l'enseignement supérieur semblent avoir surtout profité aux catégories les plus favorisées qui se distinguent par des études longues, valorisées et rentables.

Si Parcoursup (https://theconversation.com/fr/topics/parcoursup-55513) a voulu mettre un terme à ce « délit d'initié » semblant reposer sur un capital informationnel, en proposant une généralisation de l'accès à l'information aux 13900 formations présentes sur la plate-forme, il apparaît que cela n'a rien entamé de la ségrégation socio-scolaire.

Les travaux récents sur le sujet soulignent la mise en œuvre très hétérogène de cette procédure au sein des établissements du secondaire (https://journals.openedition.org/edso/28252) et du supérieur. Cette hétérogénéité prolonge les inégalités du processus d'orientation au cœur duquel politiques éducatives et aspirations de la population ne forment pas le cercle vertueux que défendent les promoteurs d'un accès rationalisé à l'enseignement supérieur.

Au contraire, il en découle in fine une ségrégation socio-scolaire et, plus tard, des études supérieures inégalement rentables comme l'a déjà montré Pierre Courtioux (http://fcuni.canalblog.com/archives/2011/11/20/28078725.html) à propos des « rendements les plus faibles pour les diplômés d'origine populaire « faible ».

Cet article est republié à partir de The Conversation (https://theconversation.com) sous licence Creative Commons. Lire l'article original (https://theconversation.com/80-de-bacheliers-par-generation-un-objectif-atteint-mais-une-democratisation-segregative-237801).